



Services Techniques
N/REF : FCO/06/10/26

N°T26/661

République Française

Liberté-Egalité-Fraternité

ARRETÉ DU MAIRE

LE MAIRE de la Ville de FIGEAC,
VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L. 2213-1 à L.2213-6 et L. 3221-4,
VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,
VU le Code de la voirie Routière et notamment ses articles L 133-1 et R 166-2,
VU le code de la route et notamment ses articles L.325-1 et suivants, R.411-8, R411-25, R.412-28, R.413-1, R.417-9 et R.417-10,
VU l'instruction interministérielle et notamment les articles du livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire,
VU l'arrêté du Maire n°P-26/041 du 30 mars 2026 portant délégation de signature à Monsieur le Directeur des Services Techniques,
VU l'avis des Services de Police Municipale,
VU l'avis des Services Techniques de la Ville de Figeac,
VU la demande présentée par le Grand-Figeac à effet d'effectuer des travaux de réfection stationnement et trottoir sur le Boulevard du Colonel Teulié du 12 au 20 octobre 2026,
CONSIDERANT que pour le bon déroulement des travaux il convient de réglementer le stationnement,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge le T26-656 (erreur sur la date du mercredi 15 octobre : jeudi 15 octobre).

ARTICLE 2 : Afin de procéder aux travaux de réfection stationnement et trottoir sur le Boulevard du Colonel Teulié, le stationnement de tout véhicule sera interdit entre le rond-point de l'Avenue du Faubourg du Pin et l'accès SDIS du lundi 12 octobre au jeudi 15 octobre et du lundi 19 octobre au mercredi 21 octobre 2026. (Voir plan joint)

ARTICLE 3 : Une signalisation temporaire réglementaire sera mise en place par le demandeur et informera les usagers sur les prescriptions du présent arrêté. La circulation des véhicules d'incendie et de secours devra être préservée.

ARTICLE 4 : L'accès à la caserne des pompiers devra être préservé, ainsi que l'accès aux rues Saint Vincent, du Claux et Justin Pezet.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté devra être affiché sur les lieux. Les infractions au présent arrêté seront constatées, poursuivies conformément à la loi, par toute personne habilitée à les relever. Les véhicules stationnés en infraction au présent arrêté seront considérés comme gênants et mis en fourrière conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa notification/affichage, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable. Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

